Monsieur le Préfet de Région,

plages fermées, puanteur le long du littoral, biodiversité menacée, risques sanitaires avérés, telle est la situation que vivent les habitants des communes riveraines de la Baie est de Saint-Brieuc. Les marées vertes y font un retour fracassant cette année. Comment ne pas comprendre la détresse des élus devant leur impuissance à résoudre cette crise sanitaire et environnementale qui dure depuis un demi-siècle.

Ces échouages massifs et précoces d'algues signent l'échec total des Plans mis en œuvre jusqu'à présent pour y remédier. Le volontariat des acteurs montre toutes ses limites. Il est temps d'adopter des mesures règlementaires comme le préconisait déjà la Ministre de l'Environnement en 2012. Que l'Etat cesse de dilapider l'argent public en pure perte. Que ces sommes qui se chiffrent par millions d'euros soient affectées à l'aide technique et financière aux exploitants pour qu'ils changent radicalement leurs pratiques agricoles afin de tenir le plus rapidement les objectifs de 2010 de moins de 10 mg/l de nitrates dans les rivières à baie à algues vertes, seuil de déclenchement de la prolifération algale, comme l'a signifié le Tribunal Administratif de Rennes en 2007.

Devant une telle situation d'urgence, nous soussignés, nous ne comprendrions pas que des mesures efficaces ne soient pas prises sur seulement 7 % de la surface agricole utile de la Bretagne à l'origine de cette grave pollution.

Nous, soussignés, vous demandons de faire suite à la demande des élus locaux, victimes au même titre que leurs administré(e)s des préjudices qu'ils subissent et qui ne sont que la conséquence directe de la carence de votre action. Nous demandons l'application d'un nouveau Plan Algues Vertes qui reprenne les exigences précisées plus haut.

Morieux le 6 juillet 2019

Nom	**Prénom**	**Adresse**	**Signature**